

Des pouvoirs publics engagés et des freins associés :

- une volonté des pouvoirs publics en France de soutenir l'industrie
 - Exemple dans le secteur naval : soutien économique diffus
 - Exemple au niveau de la Fabrication Additive : programme pour les PME, d'aide à l'identification des cas d'usage pour l'intégration de la fabrication Additive Métallique dans leurs procédés de fabrication (3D start PME, programmes régionaux).
 - Exemple dans le secteur automobile : "CAR 2020» lancé en 2012 et «GEAR 2030» en 2015, pour soutenir l'industrie Automobile, le CICE et le Pacte de Responsabilité sur 2014-2020)
 - Exemple dans le secteur ferroviaire :
 - deux lois importantes qui devraient être favorables au développement du ferroviaire en France (loi pour un Nouveau Pacte Ferroviaire - juin 2018, loi d'Orientation des Mobilités - déc 2019)... et en même temps une forte dépendance à la dépense publique avec un système pénalisant les PME
 - un risque de déconnexion plus fort entre le "temps ferroviaire" (investissement long terme), le "temps politique" (de plus en plus court) et le "temps des consommateurs" (évolutions technologiques).
- des Contrats Stratégiques de Filière (CSF), qui sont un cadre pour améliorer l'organisation des filières : automobile, ferroviaire, ...
- un financement des PME françaises, couteux et parfois contraint.
- une difficulté à trouver des financement pour des investissements humains et techniques.
- une nécessité
 - d'identifier de nouvelles pistes de financements.
 - de rationaliser les investissements.
- un accès au crédit problématique.

- Des nouvelles lois métiers ou transverses qui peuvent nécessiter un accompagnement juridique.
 - *Exemple pour la coutellerie : veille et conseil pour le Règlement Général de la Protection des Données (RGPD).*